



BULLETIN D'INFORMATION

PUBLICATION N°8

ACTUALITÉS	01
INTERVIEW	07
PROJET	08

ACTUALITÉS

Du développement urbain au soutien aux PME : quatre nouveaux projets labellisés par l'Union pour la Méditerranée

Quatre projets favorisant le financement mobile, le développement urbain durable, la coopération entre des organisations de la société civile œuvrant dans le domaine de l'eau et de l'environnement ainsi que le développement du secteur privé ont été approuvés par les 43 États membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM).

Lors de la dernière réunion des hauts fonctionnaires qui s'est tenue à Bruxelles les 2 et 3 juin, les hauts fonctionnaires des 43 États membres de l'UpM ont approuvé l'adoption de quatre projets importants :

Finances mobiles – Promotion de l'inclusion financière à travers de services financiers mobiles aux pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

Promu par les banques centrales du Maroc et de la Jordanie et devant être mis en œuvre par la Banque

européenne d'investissement, ce projet vise à élargir l'accès aux services financiers au sein de la population de la région méditerranéenne à travers le développement de solutions de paiement de masse novatrices telles que les services financiers mobiles.





Les autorités de réglementation financière dans la région étudient actuellement comment les services financiers mobiles peuvent être utilisés en vue d'étendre l'accès aux services financiers tout en maintenant la stabilité du système financier. À cet égard, le projet fournira un ensemble complet d'assistance technique et d'actions de renforcement des capacités, adapté aux spécificités de chaque pays.

Projet de rénovation urbaine d'Imbaba.

Ce projet s'appuie sur les efforts actuels du gouvernorat de Gizeh en vue de transformer un ancien aéroport d'Imbaba en un centre urbain dynamique comprenant un important parc public, un complexe résidentiel, des centres commerciaux et de nouvelles routes visant à améliorer l'accessibilité de la zone. Le projet vise ainsi à renforcer l'intégration d'Imbaba au sein de l'ensemble de la ville du Caire et à fournir à 700 000 habitants les services et infrastructures de base nécessaires (installations médicales, écoles, parcs de loisirs, équipements sportifs, etc.). Le projet fait partie des projets sélectionnés par l'Initiative pour le financement de projets urbains (UPFI). UPFI vise à promouvoir et développer des projets urbains durables et innovants qui servent d'exemples des meilleures pratiques et qui peuvent être réutilisés. L'initiative est gérée par l'Agence Française de Développement

(AFD) et la Banque d'Investissement Européenne (BEI) en liaison avec le Commission Européenne (CE) et dans le cadre du Secrétariat de l'UpM. La banque Allemagne KfW, la Caisse des Dépôts française (CDC) et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) sont aussi associées. D'autres IFIs et investisseurs comme la Banque Africaine de Développement (AFD) et La Caixa ont montré leur intérêt.

Établissement d'une plateforme régionale pour le Développement de Clusters dans les Industries Culturelles et Créatives de la Région Sud de la Méditerranée.

Promu par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), ce projet vise à favoriser la coopération entre entreprises, à exploiter le potentiel des industries culturelles et créatives et à créer de nouvelles possibilités d'emplois et favoriser la croissance inclusive au sud de la région méditerranéenne. Le projet fournira une plateforme de dialogue et d'échange de bonnes pratiques concernant les politiques dans le secteur culturel et créatif. Les bénéficiaires de ce projet sont les micro, petites et moyennes entreprises qui font partie des pôles pilotes soutenus par le biais de l'initiative du EU-ONUDI *Pôles d'industries culturelles et créatives dans le sud de la région méditerranéenne*, ainsi que

des institutions gouvernementales régionales et nationales, qui bénéficieront de l'expérience d'apprentissage liée au projet et acquerront des connaissances sur les méthodologies de développement de pôles. Le projet s'inscrit dans le cadre du deuxième axe de l'Initiative Méditerranéenne pour l'Emploi (Med4jobs) : le développement du secteur privé et de la croissance inclusive.

BlueGreen Med-CS. Promu par le Centre de coopération pour la Méditerranée (UICN-Med), l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME), le Bureau méditerranéen d'information sur l'environnement, la culture et le développement durable (MIO-ESCDE), le Réseau arabe pour l'environnement et le développement (RAED) et le WWF Mediterranean Programme Office (WWF-MedPO), le projet vise à saisir les opportunités financières et de coopération existantes – et à en créer de nouvelles – au sein des organisations de la société civile (OSC) dans le domaine de l'eau et de l'environnement.

Le projet permettra de lancer un programme de renforcement des capacités et un système de petites subventions pour les ONG afin qu'elles acquièrent des compétences dans différents domaines liés au développement durable, notamment sur les zones humides, la gestion de la demande en eau, l'utilisation efficace de l'eau, la gestion transfrontalière des ressources en eau, l'éducation et la sensibilisation à l'environnement ainsi que sur la question des déchets marins. Les activités contribueront au renforcement du dialogue entre les OSC méditerranéennes sélectionnées et les autorités nationales.

Le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée continuera de superviser le développement, la mise en œuvre et le suivi des projets régionaux visant à renforcer la coopération régionale au sein de la région méditerranéenne.

Les clusters dans les industries culturelles et créatives sont appelés à participer au projet de l'UE, de l'ONUDI et de l'UpM visant à accroître leur compétitivité et leur coopération d'entreprise

Les clusters dans les industries culturelles et créatives des pays du sud de la Méditerranée ont été invités à déposer leur candidature pour participer à un projet de coopération créé par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) avec le soutien du Secrétariat de l'UpM, afin de promouvoir le développement des entreprises, la coopération entrepreneuriale et la compétitivité croissante dans le domaine de la culture.



Les clusters existants intéressés et les institutions présentant des initiatives de clusters ont été invités à participer à l'appel à propositions récemment lancé par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) dans le cadre de son projet pour le sud de la Méditerranée «Appui au développement des clusters dans les industries créatives et culturelles du sud de la Méditerranée». Ce projet est financé par l'Union européenne avec la contribution de la coopération italienne.

Chaque cluster sélectionné recevra une assistance technique sur une période de trois ans — soit une estimation de 250000 euros par cluster — pour améliorer sa compétitivité et ses produits, pour moderniser et innover ainsi que pour accéder à de nouveaux marchés. L'aide

comprendra un soutien financier pour acquérir et entretenir des équipements et des services neufs ou restaurés.

Le projet présente une approche unique: d'une part, il fournira une assistance aux clusters sélectionnés pour renforcer leur coopération en vue d'accroître leur compétitivité ; d'autre part, il les aidera à améliorer leurs gammes de produits issues de leur patrimoine culturel. Ensuite, d'importantes mesures seront mises en place pour accompagner les clusters vers de nouveaux marchés, tout particulièrement en créant des connexions avec les acheteurs et les distributeurs de chaque côté de la Méditerranée.

Le Secrétariat de l'UpM complètera le programme de l'UE et de l'ONUDI par un projet visant à créer une plateforme

régionale permettant le dialogue, l'échange d'expériences et la diffusion des meilleures pratiques.

L'appel à propositions a été ouvert jusqu'au 15 octobre 2014. La sélection des clusters sera annoncée lors du prochain comité directeur national, prévu à la fin du mois d'octobre, et validée en novembre par le comité régional d'approbation des projets.

Pour participer, les clusters intéressés et les institutions publiques ou privées souhaitant soumettre leur candidature en présentant des initiatives au nom de clusters pour recevoir le soutien de l'ONUDI au niveau national doivent compléter le formulaire à télécharger sur le site du projet : www.cci-clusters.org/?q=fr

Jeunes femmes créatrices d'emploi: lancement de la seconde phase du projet

« Jeunes femmes créatrices d'emploi » offre des programmes de formation et d'accompagnement à des jeunes femmes finissant leurs études universitaires pour devenir des femmes d'affaires prospères. Le projet est destiné à s'élargir à de nouveaux pays et universités avec des programmes enrichis.



Après le succès de la première phase du projet, qui s'est déroulée entre mai et novembre 2013 au Maroc, en Jordanie, en Palestine et en Espagne, la seconde phase a été lancée officiellement lors de la conférence « *Autonomisation socio-économique des femmes : le progrès par les projets* » (Barcelone, mars 2014). Suite aux résultats positifs obtenus en 2013 et en accord avec la décision prise conjointement par le Secrétariat de l'UpM et l'Association des organisations des femmes d'affaires méditerranéennes (AFAEMME), promotrice du projet, la seconde phase aura lieu au Maroc, en Tunisie, en Égypte, en Jordanie,

en Palestine, en Albanie et en Espagne.

Cette nouvelle phase du projet fournira à des jeunes femmes universitaires avec les outils et les compétences nécessaires pour la création de leur propre entreprise. En plus des séminaires intitulés **Journées de l'entrepreneuriat féminin (WEDs)**, la seconde phase offrira des journées de formation en gestion d'entreprise, marketing et accès au financement, indispensables dans le processus de création d'une entreprise.

Sur la base des « *Journées de*

l'entrepreneuriat féminin » (WEDs), le projet est organisé autour de séminaires de motivation par des associations de femmes d'affaires des pays participants et ayant lieu dans des universités locales, facultés et établissements d'enseignement supérieur. Il promeut l'entrepreneuriat et le travail indépendant, ainsi qu'il encourage de jeunes étudiantes universitaires intéressées à créer leur propre entreprise. En 2013, le projet a stimulé la motivation en offrant une formation consacrée à la création d'entreprise à quelques 800 femmes de 32 universités participantes du Maroc, de Jordanie, de Palestine et d'Espagne.

Le Secrétariat de l'UpM et l'AFAEMME finalisent actuellement les préparatifs du début de la mise en œuvre de la seconde phase du projet, prévue pour fin 2014, début 2015.

La mise en œuvre du projet « Les compétences au service de la réussite » commence en Jordanie et au Maroc

La sélection des jeunes femmes participantes aux cours de formation a conclu en Août. Les programmes vont commencer début septembre à fin décembre.



Labellisé par l'UpM et promu par AMIDEAST, le projet **Les compétences au service de la réussite : employabilité des femmes** a commencé en Jordanie et au Maroc avec le recrutement des jeunes femmes qui participeront au programme. La sélection des 90 meilleures candidates par pays a commencée en juillet et s'est terminée fin août, en collaboration avec plusieurs ministères et des organisations locales travaillant avec des jeunes et des

femmes. La formation sera dispensée de début septembre à fin décembre.

Les compétences au service de la réussite est un programme de 320 h de formation organisé sur quatre mois autour de quatre unités d'enseignement: anglais sur le lieu de travail, compétences informatiques, compétences professionnelles et stratégies de recherche d'emploi. Le contenu du projet fournit à des jeunes femmes défavorisées et ayant terminé leurs études secondaires les compétences nécessaires, en communication et liées à l'emploi, pour s'intégrer sur le marché du travail au niveau local. De plus, le programme développe les connaissances des

participantes sur des thèmes concernant directement les femmes sur le lieu de travail, concernant les stages et les offres d'emploi dans des entreprises locales, et leur donne des ressources pour poursuivre leurs objectifs par la suite.

Le projet a été lancé au cours de la conférence de l'UpM « *Autonomisation socio-économique des femmes : le progrès par les projets* », qui a eu lieu à Barcelone les 26 et 27 mars 2014. Sa première phase est cofinancée par le Département flamand des Affaires étrangères et le Ministère royal norvégien des Affaires étrangères. Le Liban, l'Égypte et la Tunisie rejoindront bientôt le Maroc et la Jordanie.

Gouvernance de l'eau et financement dans la région méditerranéenne : succès du projet de l'UpM en Jordanie et en Tunisie

- La première phase du projet labellisé de l'UpM « Gouvernance & Financement du secteur de l'eau en Méditerranée » vient de s'achever, avec des entretiens politiques réussis en Jordanie et en Tunisie. Le Partenariat mondial pour l'eau-Méditerranée et l'OCDE, promoteurs du projet, ont organisé des ateliers afin de mettre en place des rapports au niveau national à Amman et à Tunis.
- Des acteurs des domaines de l'eau et des eaux usées (autorités, services publics, donateurs, société civile, secteur privé, etc.) se sont réunis pour parler des conclusions et des recommandations des rapports résultant d'un travail d'analyse et de réunions de consultation, menés par le Partenariat mondial pour l'eau-Méditerranée et l'OCDE ces dix derniers mois.



du bassin méditerranéen y partageront leurs expériences vécues au cours de la première phase. Après avoir créé de nouvelles coopérations prometteuses, la conférence devra se poursuivre par une formation sur les risques et assurances (du 30 au 31 octobre), centrée sur la participation du secteur privé et organisée par le programme Gestion intégrée durable de l'eau (SWIM) de la Commission européenne.

Gouvernance & Financement du secteur de l'eau en Méditerranée est un projet de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Partenariat mondial pour l'eau-Méditerranée (GWP-Med). Ses objectifs sont de déterminer les principaux obstacles à la gouvernance empêchant les financements des partenariats public-privé (PPP) dans le secteur de l'eau en Méditerranée et de soutenir le développement de programmes d'actions consensuelles fondés sur de bonnes pratiques internationales.

Les discussions ont permis de préciser les recommandations proposées et d'établir les bases d'un programme d'action destiné à réduire les risques réglementaires et à encourager les engagements pris par les acteurs du projet. Ceux-ci se sont accordés à dire que les réformes en cours, dans le cadre réglementaire des services liés à l'eau et à l'assainissement, avaient besoin d'être approfondies. Ils souhaitent également le renforcement d'une unité de gestion des performances existant au

sein du ministère jordanien, afin qu'elle devienne le service public régulateur, un pas dans la bonne direction pour la Jordanie. En Tunisie, les partenariats public-privé (PPP) et les modalités des services liés à la demande en eau et à l'assainissement ont toujours besoin de changer de culture administrative pour être améliorés.

La première conférence régionale du projet aura lieu du 28 au 30 octobre prochain à Athènes. Les participants

L'UpM tient la première réunion du comité du projet de l'Initiative pour le Financement de Projets Urbains (UPFI)



Le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UpM) a tenu la **première réunion du comité du projet UPFI** le 15 Juin, à son siège, à Barcelone. Cette réunion a eu lieu en parallèle à la présentation pour labellisation du premier projet promu par cette Initiative, **Imbaba Urban Upgrading Project**, lors de la réunion des Hauts Fonctionnaires des 2 et 3 Juin.

En concertation avec les bailleurs et la Commission, ce comité de projet a dressé un état des lieux de l'avancement des projets pour établir le calendrier de l'Assistance Technique Préparatoire permettant à un projet d'acquiescer la maturité nécessaire afin de répondre aux standards de financement des bailleurs internationaux et de pouvoir bénéficier du label UpM.

Ce comité technique et financier a réuni les différents partenaires de l'initiative: l'Agence Française de Développement (AFD), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), la Commission Européenne, la banque allemande KFW,

la Caisse des Dépôts et Consignations française (CDC) et le Secrétariat de UpM, ainsi que différents bailleurs au nouveau statut d'observateur comme la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD).

La tenue de cette réunion en coordination avec les acteurs méditerranéens du développement urbain durable confirme le rôle de plateforme opérationnelle du Secrétariat de l'UpM pour développer des efforts de coordination en tirant partie des synergies entre les institutions, les parties prenantes, les cadres de coopération et les bailleurs de fonds.

L'UpM organise un séminaire de haut niveau en vue de définir un plan d'action pour la gestion de l'axe autoroutier transmagnhrébin

Un plan d'action concernant les principaux aspects de la gestion de l'axe autoroutier transmagnhrébin a été défini de manière participative au cours des « Journées de travail : actions horizontales pour l'intégration et la coordination de la gestion de l'axe autoroutier transmagnhrébin », qui se sont tenus à Barcelone les 6 et 7 mai 2014.



Un séminaire de haut niveau, intitulé «*Journées de travail : actions horizontales pour l'intégration et la coordination de la gestion de l'axe autoroutier transmagnhrébin*», s'a tenu au siège de l'Union pour la Méditerranée à Barcelone, les 6 et 7 mai 2014. Ces Journées de travail ont été organisées conjointement par le Centre d'études des transports pour la Méditerranée occidentale (CETMO), en tant que secrétariat technique du Groupe des ministres des Transports pour la Méditerranée

occidentale (GTMO 5+5), et le Secrétariat de l'UpM, en partenariat avec l'Union Internationale des Transports Routiers (IRU).

Cette réunion visait à définir un plan d'action concernant les principaux aspects de la gestion de l'autoroute, à savoir la facilitation du commerce, le financement et la tarification de l'infrastructure, la sécurité routière et l'intégration de l'axe dans le réseau de transport global de la région. La mise en œuvre de ce plan d'action aura un impact positif sur la région, en constituant une artère fondamentale au service de la mobilité des biens et des personnes au Maghreb.

Le projet **Parachèvement de l'axe central de l'autoroute Trans-Magnhrébine** a été

labellisé par l'Union pour la Méditerranée (UpM) en février 2012, en raison de son importance et de son utilité à l'échelle régionale. Ce projet inclut l'achèvement de la construction des liaisons manquantes de la partie centrale de l'axe autoroutier transmagnhrébin et la coordination de la gestion de cet axe. Il permettra la création d'un corridor autoroutier continu d'Agadir (Maroc) à Ras Jedir (frontière entre la Tunisie et la Libye).

La définition de ce plan s'a effectué de manière participative, avec la contribution des principaux acteurs du développement du secteur des transports en Méditerranée. Le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée organisera une réunion pour discuter le progrès du Plan d'Action le 23 septembre, 2014, à son siège, à Barcelone.

INTERVIEW

L'UpM interviewe Luma Sukarieh

Luma Sukarieh est une jeune jordanienne bénéficiaire du projet de l'UpM « Jeunes femmes créatrices d'emploi » et lauréate du prix de l'UpM et de l'AFAEMME Jeunes femmes créatrices d'emploi pour avoir soumis la meilleure proposition d'entreprise.



UpM: Qu'est-ce qui vous a motivé à participer aux Journées de l'entrepreneuriat féminin (séminaires sur l'entrepreneuriat faisant partie du programme du projet « Jeunes femmes créatrices d'emploi ») ?

Luma Sukarieh (LS): Le besoin de remplir un vide est ce qui m'a incitée à participer. Tout comme les jeunes entrepreneurs, je crois que nous sommes capables d'avoir des idées innovantes. Cependant, nous n'avons pas l'expérience, le savoir-faire ou les outils pour faire de nos idées une réalité. Je pense que les Journées de l'entrepreneuriat féminin nous ont fourni l'opportunité de combler ce vide.

UpM: Comment le projet « Jeunes femmes créatrices d'emploi » vous a-t-il aidée à faire évoluer votre proposition d'entreprise ?

LS: Ce projet nous a donné la chance de penser en tant que créatrices d'entreprise, et non étudiantes universitaires, et de nous orienter dans la bonne direction. Il nous a aussi appris à travailler efficacement en équipe. Le plus important est de nous avoir donné l'opportunité de rencontrer des femmes compétentes qui ont maintenant leur propre entreprise. Elles ont partagé avec nous leur propre expérience, échange très utile pour nous aider à acquérir

les compétences dont nous avons besoin en sortant de l'université et décider de créer notre propre entreprise.

UpM: Selon vous, qu'est-ce qui fait la valeur ajoutée d'une entreprise créée et dirigée par des femmes ?

LS: Je pense que les femmes apportent une perspective plus recherchée sur le marché. Les hommes ont longtemps dominé l'environnement professionnel, créant un marché fait par et pour les hommes. Les entreprises doivent être créées pour répondre aux besoins des hommes comme des femmes.

UpM: Quels types de projets amélioreront le futur socio-économique de la Jordanie ?

LS: Beaucoup de projets peuvent être mis en œuvre pour développer notre pays, tout particulièrement ceux pour économiser de l'énergie grâce à l'énergie solaire, car le coût de l'électricité est élevé et le monde entier prend la direction du développement durable afin de protéger l'environnement.

PROJET

Gouvernance & Financement du secteur de l'Eau en Méditerranée

« Gouvernance & financement du secteur de l'eau en Méditerranée » vise à fournir une série d'analyses sur les pays et un plan d'action régional destinés à améliorer la gouvernance publique et à attirer les investissements dans le secteur de l'eau de la région méditerranéenne.



Gouvernance & Financement du secteur de l'Eau en Méditerranée est un projet mené conjointement par le Partenariat mondial pour l'eau-Méditerranée (GWP-Med) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'objectif principal de ce projet est d'identifier les principaux obstacles à la gouvernance et au développement des compétences pour la mobilisation de financements à travers des partenariats public-privé (PPP) dans le secteur méditerranéen de l'eau et d'appuyer la mise en place de plans d'action consensuels basés sur de bonnes pratiques internationales. Ce projet se focalisera notamment sur l'évaluation des opportunités et des défis institutionnels et réglementaires naissant des partenariats

public-privé (PPP) afin de créer un outil à la disposition des décideurs politiques pour gérer les ressources en eau et financer les services d'approvisionnement d'une manière efficace, durable et rentable.

Ce projet implique un travail aux niveaux national et régional sur trois ans (2013-2015) et s'appuie sur la méthodologie établie par l'OCDE et utilisée dans le cadre de travaux précédents entrepris par GWP-Med et l'OCDE en Égypte et au Liban.

Sept pays participent à la première phase de ce projet : l'Albanie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Tunisie et la Palestine.

À PROPOS DES PROMOTEURS

Le Partenariat mondial pour l'eau-Méditerranée (GWP-Med) est un

partenariat régional du Partenariat global pour l'eau (GWP). C'est une plateforme réunissant des organisations travaillant habituellement sur des thèmes en relation avec l'eau dans la région méditerranéenne. Elle vise à promouvoir les connaissances au sujet de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), à travers l'échange d'expériences, le dialogue et le développement des compétences.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est une organisation intergouvernementale qui soutient les politiques visant à améliorer le bien-être économique et social des personnes dans le monde. L'OCDE a créé un forum grâce auquel les gouvernements peuvent collaborer, partager leurs expériences et rechercher des solutions à des problèmes communs.

Une série d'études par pays, développées au travers des consultations nationales

Au niveau national, un questionnaire sera développé et utilisé afin d'identifier les facteurs institutionnels et réglementaires inhibant le flux de ressources financières et les PPP. La recherche détaillée basée sur le questionnaire sera complétée par des dialogues politiques multipartites et ouvrira la voie à des recommandations et un plan d'action pour les réformes, en se basant sur les bonnes pratiques internationales.

Dialogues régionaux pour le partage d'expériences et la promotion de diffusion et la réplique de pratiques réussies

Au niveau régional, le projet favorisera afin de mettre en commun les enseignements tirés de la mise en oeuvre de politiques au travers des réunions régulières entre les pays de la Méditerranée de l'OCDE et facilitera l'interface entre les décideurs politiques et les acteurs du secteur privé quant aux réformes en matière de gouvernance et visant à atteindre la durabilité financière dans le secteur d'eau. La mise en place d'une plateforme régionale potentielle relative à une telle interface sera également explorée.